



Trente et unième session
Point 4 c) de l'ordre du jour

SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Amendements de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
au rapport du Comité de rédaction (T/L.1079)

1. A la fin du paragraphe 1 du projet de conclusions et de recommandations, ajouter les mots "ainsi que toutes les propositions et recommandations, et tous les règlements et projets de loi du Conseil de gouvernement local de Nauru sur toutes les questions intéressant le Territoire sous tutelle et en particulier sur la question de l'avenir du peuple nauruan".
2. Au paragraphe 2, supprimer la mention de la résolution 1541 (XV) de l'Assemblée générale.
3. Au paragraphe 3, après les mots "les propositions du Gouvernement australien ne pouvaient", supprimer les mots "à certains égards".
4. A la fin du paragraphe 6, ajouter le texte suivant : "qui a été exprimé de la manière la plus complète dans le mémoire du Conseil de gouvernement local de Nauru en date du 19 juin 1962 (T/L.1600) et en particulier dans les trois conditions suivantes, que les Nauruans ont posées au sujet de la réinstallation :
 - a) Maintien de la pleine indépendance des Nauruans en tant que nation indépendante et souveraine;
 - b) Souveraineté territoriale des Nauruans dans leur nouveau foyer;
 - c) Maintien de Nauru sous la souveraineté des Nauruans, en tant que patrie.Le Conseil estime que les vœux du peuple nauruan sur toutes les questions qui l'intéressent doivent avoir la primauté."
5. Dans la section II (Progrès politique), ajouter le nouveau paragraphe 7 suivant :

"7. Le Conseil rappelle à l'Autorité administrante que, dans le mémoire du Conseil de gouvernement local de Nauru intitulé 'Calendrier prévu pour

l'émancipation de Nauru' (T/1595/Add.1, annexe II), il était expressément indiqué que le peuple nauruan demande la fixation d'un calendrier pour l'évolution progressive du Territoire sous tutelle vers l'indépendance. Le Conseil note que, bien que trois années se soient écoulées depuis le dépôt des propositions nauruanes, l'Autorité administrante n'a même pas établi de plan de transfert au peuple nauruan des pouvoirs législatif et exécutif dans le Territoire. A cet égard, le Conseil regrette que l'Administrateur du Territoire sous tutelle détienne toujours le droit d'infirmier tout règlement ou toute loi adoptés par le Conseil de gouvernement local de Nauru."

6. Sous la rubrique "Fonction publique", ajouter le nouveau paragraphe 9 suivant :

"9. Le Conseil juge anormal que les postes administratifs de responsabilité soient encore occupés par des Australiens."

7. Après le paragraphe 10 actuel, ajouter la rubrique "Système judiciaire" et le nouveau paragraphe 11 suivant :

"11. Le Conseil note avec regret que l'Administrateur du Territoire exerce encore son contrôle sur l'administration de la justice dans le Territoire sous tutelle, notamment par le système de nomination et de destitution des juges."

8. Dans la section III (Progrès économique), ajouter le nouveau paragraphe 14 suivant :

"14. Le Conseil confirme, conformément à la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale, le droit de souveraineté permanent du peuple nauruan sur ses richesses naturelles - les phosphates - qui doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être des Nauruans."
